

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Marseille, le 22/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IMERYS PCC FRANCE**

Route d'Arles  
Salin de Giraud  
13129 Arles

SPR/2025-426

Références : D-00395-2025

Code AIOT : 0006400913

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement IMERYS PCC FRANCE implanté Route d'Arles Salin de Giraud 13129 Arles. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMERYS PCC FRANCE
- Route d'Arles Salin de Giraud 13129 Arles
- Code AIOT : 0006400913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IMERYS PCC exploite une usine de fabrication de carbonate de calcium précipité (CCP) sur le territoire de la commune d'Arles, au lieu-dit Salin de Giraud.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 juillet 2009 et relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3420-e et 3310-2 de la nomenclature des installations

classées pour la protection de l'environnement.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Sobriété hydrique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Demande d'action corrective	2 mois
2	Sobriété hydrique en situation pérenne	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article Art. 13	Demande d'action corrective	2 mois
3	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article Art. 13	Demande d'action corrective	2 mois
4	Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	2 mois
6	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	(pérenne)

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette inspection était de :

- étudier les prélèvements en eau du site ;
- faire le point avec l'exploitant sur l'origine des eaux du site ;
- étudier le Plan de sobriété du site ;
- étudier le référentiel réglementaire sécheresse applicable au site ;
- demander une réduction de ces prélèvements annuels dans un souci d'économie d'eau.

L'Inspection des installations classées proposera prochainement à M. le préfet un projet d'arrêté préfectoral réduisant les volumes annuels de prélèvements en eau pour les deux catégories d'eau du site.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

<p>III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance le plan de son réseau AEP (V6 du 01/10/2024). Bien que récent, ce plan nécessite une révision suite à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des modifications mineures du réseau par l'exploitant,</li> <li>• la non représentation de sous-compteurs ...</li> </ul> <p>Pour ce qui est du réseau Eau du Rhône, celui-ci semble être découpé en plusieurs PID mais il n'a pas été montré de plan général. Bien que le procédé ait été bien présenté par l'exploitant, il n'a pas été montré de plan clair du réseau d'Eau du Rhône.</p> <p>Le réseau de collecte des effluents n'a pas été vu lors de la présente inspection.</p> <p>L'exploitant ne semble pas avoir de procédure de mise à jour de ses plans.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'exploitant a présenté à l'Inspection le positionnement du disconnecteur en entrée du réseau AEP.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de disposer d'un schéma général du site faisant notamment apparaître les entrants et sortants par atelier / étape de fabrication.</p> <p>Ainsi, chaque atelier / étape de fabrication doit disposer d'un plan détaillé type PID (le découpage des ateliers doit être en correspondance avec celui présenté dans le schéma général pour garantir une bonne compréhension).</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'effectuer un travail de mise à jour global de ses plans de réseaux d'eaux (entrants) et de collecte des effluents (sortants) prenant en compte notamment les dernières modifications, exhaustivité des organes de comptage, de sectionnement... tel que demandé dans la présente disposition réglementaire.</p> <p>Enfin, il est demandé à l'exploitant d'intégrer la mise à jour de ses plans dans ses procédures internes afin que celle-ci soit faite dans des délais garantissant le bon respect de la présente disposition réglementaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Sobriété hydrique en situation pérenne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article Art. 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Arrêté cadre des Bouches du Rhône du 19/05/2022 - Art. 13 (valable pour l'eau du Rhône et pour l'eau potable du 1<sup>er</sup> Octobre au dernier jour de février) :</u> Les dispositions applicables aux activités industrielles commerciales et artisanales citées ci-dessous s'appliquent sauf si : [...] b) L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activités, actions et investissements spécifiques,...). L'établissement tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier d'application.  <u>Arrêté cadre interdépartemental Durance Verdon Siagne du 26/06/2024 - Annexe 1 (valable pour l'eau potable du 1<sup>er</sup> Mars au 30 Septembre) :</u> Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas : 1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors. 2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité. Il sera tenu à la disposition de l'IIC. <b>Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.</b>
<b>Constats :</b>  En préparation de la présente inspection, l'exploitant a transmis son Plan de sobriété Hydrique (PSH).  1. L'exploitant effectue un prélèvement dans le Rhône. Ce prélèvement relève de la zone de sécheresse « SG 1 - Rhône Camargue » de l'arrêté cadre départemental des Bouches du Rhône. Ce prélèvement s'effectue via une pompe dont le débit moyen est de 120 m <sup>3</sup> /h et le débit nominal est de 400 m <sup>3</sup> /h. Cette pompe est secourue par une seconde ayant les mêmes caractéristiques. Lors de la visite terrain, l'inspection s'est rendue sur la zone de prélèvement au Rhône.  Par ailleurs, concernant le volume annuel prélevé dans le Rhône, l'Inspection a constaté une diminution des prélèvements par rapport au volume annuel autorisé, a minima depuis 2017 (l'exploitant n'ayant pas fourni de données antérieures). L'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral du 07/07/2009 autorise IMERYS PCC un prélèvement annuel maximal de 1 500 000 m <sup>3</sup> dans le Rhône.

Or l'exploitant a indiqué avoir eu les prélèvements suivants :

année	m3/an
2017	1.080.269
2018	888.647
2019	1.108.461
2020	1.110.416
2021	1.063.410
2022	951.100
2023	1.027.830
2024	1.008.420

L'exploitant a indiqué avoir des problèmes de qualité de l'eau avec des remontées de chlorures et un niveau de turbidité dégradé l'obligeant à se tourner vers de l'eau potable.

2. L'exploitant est également alimenté en eau potable.

Lors de la transmission du PSH et durant la présente inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer l'origine de cette eau.

Par mail du 22/05/2025, celui-ci a indiqué à l'Inspection avoir obtenu l'origine de son eau potable par son fournisseur la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette. Il s'agit du « Cailloutis de la Crau » (FRDG 104). En conséquence, du 1<sup>er</sup> Mars au 30 septembre de l'année, le cailloutis de la Crau est assimilé à la ressource et zone de sécheresse « système de Serre Ponçon » encadré par l'Arrêté cadre Interdépartemental Durance Verdon Siagne du 26/06/2024 (zone sécheresse « Système Serre Ponçon »). Du 1<sup>er</sup> octobre au dernier jour de février, le cailloutis de la Crau est assimilé à la zone de sécheresse « SG3a Crau » encadrée par l'arrêté cadre départemental des Bouches du Rhône.

Concernant le volume annuel prélevé dans l'eau potable, l'exploitant indique avoir eu les prélèvements suivants :

année	m3/an
2017	207.413
2018	180.522
2019	181.980
2020	139.236

2021	99.415
2022	161.795
2023	134.684
2024	108.431

En effet, l'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral du 07/07/2009 autorise IMERYS PCC un prélèvement annuel maximal de 180 000 m<sup>3</sup> dans le réseau d'eau potable.

Il est constaté des dépassements en 2017, 2018 et 2019. Comme évoqué plus haut, l'exploitant indique avoir recours à la ressource en eau potable lorsque la qualité de l'eau du Rhône ne répond pas aux exigences.

L'exploitant rejette ses eaux dans le Rhône après passage par sa station interne de traitement. L'origine de l'eau rejetée est donc l'eau du Rhône et eau potable (AEP) venant du cailloutis de la Crau.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il a été expliqué à l'exploitant la nécessité d'harmoniser les informations indiquées dans le PSH du site concernant le débit de pompage et le non raccordement du site à une station d'épuration externe avec celles indiquées dans la déclaration « Gestion de l'eau » de GIDAF.

L'exploitant a effectué ses modifications en séance.

Concernant le volume maximal annuel de prélèvement en eau du Rhône et en eau potable, l'Inspection estime qu'il est nécessaire d'ajuster l'autorisation de l'exploitant à un volume plus proche des réels besoins du site.

IMERYS PCC a présenté un calcul de ses prélèvements pour une capacité nominale de 43 000 Tonnes/an, capacité autorisée dans son arrêté préfectoral du 07/07/2009. En effet, avec la fermeture d'un site du groupe en Grande-Bretagne, la capacité du site d'Arles tournant aux alentours de 30 500 Tonnes/an (donnée de 2024), pourrait se voir augmenter.

Ainsi, l'exploitant propose un abaissement de ses prélèvements en eaux annuels de :

- Eau du Rhône : 1 300 000 m<sup>3</sup>/an au lieu de 1 500 000 m<sup>3</sup>/an (AP 2009)
- Eau potable : 175 000 m<sup>3</sup>/an au lieu de 180 000 m<sup>3</sup>/an (AP 2009)

L'Inspection valide le mode de calcul proposé par l'exploitant et proposera prochainement un projet d'arrêté préfectoral complémentaire à M. le Préfet réglementant un volume maximal annuel de prélèvement en eau du Rhône et en eau potable.

Concernant le Plan de sobriété Hydrique (PSH) d'Imerys PCC, il est demandé à l'exploitant de l'améliorer notamment en :

- faisant l'effort de remplir correctement de la manière la plus détaillée possible l'entièreté des « cases » et feuillets constituant le PSH notamment en indiquant :

- l'origine de l'eau potable et la zone sécheresse associée ;
- les volumes prélevés avant 2017 au point I.4 du feuillet I ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les volumes rejetés au point I.6.e-bis ;</li> <li>• chaque poste de dépense de l'eau au point I.5 du feuillet I (eau pour un usage sanitaire, eau ayant un autre usage non industriel (potager,...), eau incendie et chaque poste de consommation industriel...</li> <li>• être plus précis sur la part de l'eau fournie à M2I et sa non comptabilisation dans les volumes prélevés annuels au point I.4 du feuillet I ;</li> <li>• les éventuelles pertes dans les différents réseaux de prélèvements ou de distribution au point 5.f du feuillet I</li> <li>• le chiffre d'affaires et les indicateurs de production au feuillet II- 1.</li> </ul> <p>- valorisant au III-1 du feuillet III toutes les actions de réduction d'eau faites par le passé et décrites lors de la présente inspection (notamment la mise en place de la technologie d'électrodéionisation pour le traitement de l'eau de la TAR) ;</p> <p>- mettant à jour le schéma hydraulique au I.8 du feuillet I ;</p> <p>- présentant de manière détaillée la part de l'eau dédiée au refroidissement. Pour les TAR à circuit fermé, il est demandé à l'exploitant de fournir le facteur de concentration de chacune des TAR sur les 3 dernières années afin de vérifier la bonne maîtrise de l'exploitant quant à l'exploitation de ces équipements ;</p> <p>- présentant de manière détaillée la part de l'eau réutilisée dans le process ;</p> <p>- prévoyant de mettre des compteurs internes dans chaque atelier ou sous-ensemble afin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'avoir une vision fine des postes de travail les plus consommateurs d'eau ;</li> <li>• de quantifier la part de l'eau dédiée au refroidissement, à l'usage sanitaire, aux usages autres non industriels... ;</li> <li>• de quantifier la part de l'eau réutilisée dans le process ;</li> <li>• s'identifier rapidement une dérive (fuite) ;</li> <li>• de pouvoir valoriser, le cas échéant, des volumes incompressibles au titre de l'AM du 30 juin 2023 et de sa note d'accompagnement du 13 août 2024 ;</li> </ul> <p>- précisant en détails les MTD auquel l'exploitant est soumis ayant pour impact une économie d'eau et indiquant celles qui auraient pu être mises en œuvre à compter du 1er janvier 2018, mais aussi en précisant toutes MTD non opposables qui auraient pu être mises en place par l'exploitant de sa propre initiative afin de réaliser une économie d'eau pérenne.</p> <p>- s'engageant sur une action continue de recherche de fuites et de maintenance dans les différents réseaux d'eau (y compris le réseau incendie),</p> <p>- mettant en place un suivi régulier des consommations d'eau auprès de la direction du site ainsi qu'auprès du personnel d'exploitation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article Art. 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté cadre des Bouches du Rhône du 19/05/2022 - Art. 13 (valable pour l'eau du Rhône et pour l'eau potable du 1 <sup>er</sup> Octobre au dernier jour de février) :_



Pour toutes les ICPE :

Vigilance :

Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau

Alerte/Alerte renforcée/Crise :

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (ex/ opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Les dispositions applicables aux activités industrielles commerciales et artisanales s'appliquent sauf si :

a/ L'établissement bénéficie d'un AP comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse. L'AP d'autorisation de l'établissement prévaut alors.

b/ L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activités, actions et investissements spécifiques,...). L'établissement tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier d'application.

[...]

Alerte :

- Réduction des prélèvements d'eau de 20 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse

Alerte renforcée :

- Réduction des prélèvements d'eau de 40 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse

Crise :

A minima les restrictions de l'alerte renforcée. L'interdiction de prélever peut être décidée par le préfet après avis du CRE.

Arrêté cadre interdépartemental Durance Verdon Siagne du 26/06/2024 - Annexe 1 (valable pour l'eau potable du 1<sup>er</sup> Mars au 30 Septembre) :

Vigilance :

Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site

Alerte :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de : 10 %
- Registre journalier à disposition des services de contrôle.

Alerte renforcée :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 20 %
- Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.
- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté

## Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)

### Crise :

Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.

Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.

Les réductions mentionnées [dans le tableau] ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.

Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

### Constats :

L'exploitant n'a pas connu de situation de sécheresse en 2024 sur l'eau du Rhône et ne s'est pas positionné sur l'état de sécheresse de l'eau potable ne connaissant pas son origine au moment de l'inspection.

Pour autant, dans le cas où une telle situation se présenterait en 2025, il a été constaté que :

- l'exploitant ne s'est pas suffisamment approprié l'outil PSH ;
- n'a pas suffisamment valorisé les actions de réductions déjà réalisées ;
- n'a pas proposé de plan d'action suffisant pour les années avenir ;
- n'a proposé aucune action de réduction d'eau en période de sécheresse (point III-2 du feuillet III) dans son PSH ce qui ne permet pas d'accepter qu'Imerys PCC puisse bénéficier de l'adaptation, prochainement octroyée par l'arrêté cadre départemental, concernant les pourcentages de réduction à réaliser sur ses prélèvements d'eau en période de sécheresse.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de suivre l'évolution de l'état de sécheresse des 3 zones de sécheresse associées aux deux catégories d'eau alimentant le site d'IMERYS PCC.

Par ailleurs, en situation de sécheresse, il a été rappelé à l'exploitant qu'il puisse s'engager à minima, dans son Plan de sobriété hydrique (PSH) (point III-2 du feuillet III), dans :

- le report d'exercices incendie consommateurs d'eau (et la récupération des eaux associées),
- le report des épreuves de certains équipements (ou la récupération des eaux associées),

- la réduction du nettoyage des ateliers (dans la mesure du possible),
- la réparation prioritaire de toute fuite d'eau,
- une action de réduction d'eau en période de sécheresse.

Il est demandé à l'exploitant de revoir son PSH.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables

**Prescription contrôlée :**

Arrêté Ministériel du 30 juin 2023 - Art. 2-II (valable pour l'eau du Rhône et pour l'eau potable du 1<sup>er</sup> Octobre au dernier jour de février) :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.

Arrêté cadre interdépartemental Durance Verdon Siagne du 26/06/2024 - Annexe 1-nota 7 (valable pour l'eau potable du 1<sup>er</sup> Mars au 30 Septembre) :

Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à un volume de référence défini à l'**article 2. II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023**, « le prélèvement d'eau moyen journalier »

**Constats :**

L'exploitant a bien calculé un volume de référence pour l'eau du Rhône et l'eau potable ainsi que le prélèvement maximum autorisé pour chaque niveau de gravité sécheresse. Le calcul du prélèvement maximum autorisé dépend du pourcentage de réduction à appliquer à chaque niveau de gravité de sécheresse.

Les calculs doivent se faire sur les prélèvements et non sur les consommations, étant donné que le site ne dispose pas de compteurs inertes permettant de dissocier la part de l'eau du Rhône de l'eau rejetée dans le même milieu de la part de l'eau potable (AEP) rejetée dans le Rhône.

Par ailleurs, il a été constaté une erreur/incohérence entre les valeurs de prélèvement maximum autorisées calculées au point IV-1 et les mêmes valeurs reprises dans le tableau III-2.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour l'eau potable, les pourcentages de réduction à appliquer en période de sécheresse ne sont pas toujours les mêmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du 1<sup>er</sup> Octobre au dernier jour de février : les pourcentages de réductions sont ceux de l'arrêté cadre départemental des Bouches du Rhône</li> <li>• du 1<sup>er</sup> Mars au 30 septembre : les pourcentages de réductions sont ceux de l'arrêté cadre interdépartemental Durance Verdon Siagne.</li> </ul> <p>Il est donc nécessaire, pour l'eau potable, de calculer deux prélèvements maximum autorisés pour chaque niveau de gravité sécheresse.</p> <p>En conséquence, il est demandé de revoir l'onglet IV-1 du PSH.</p> <p>Aussi, dans le PSH, il est demandé de revoir les valeurs indiquées au point III-2 pour qu'elles soient en cohérence avec celles du point IV-1.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Données de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique prélever 60m3/h dans l'eau potable (AEP) et 400m3/h au maximum dans l'eau du Rhône.</p> <p>Il est donc soumis à une fréquence de relevé journalière.</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant dispose d'un système relevé en continu de son prélèvement au Rhône. Par contre, le compteur d'eau potable n'est pas instrumenté. Le relevé manuel par un personnel d'Imerys PCC s'effectue une fois par mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un relevé journalier de son compteur d'eau potable (AEP).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Arrêté Ministériel du 30 juin 2023 - Art. 2-IV (valable pour l'eau du Rhône et pour l'eau potable du 1<sup>er</sup> Octobre au dernier jour de février) :</u> IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.  <u>Arrêté cadre interdépartemental Durance Verdon Siagne du 26/06/2024 - Annexe 1-nota 7 (valable pour l'eau potable du 1<sup>er</sup> Mars au 30 Septembre) :</u> Alerte renforcée : <ul style="list-style-type: none"><li>- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 %</li><li>- Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.</li><li>- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : <b>application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)</b></li></ul> Crise : Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut. Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas connu de situation de sécheresse en 2024 ni en début d'année 2025 sur l'eau de Rhône et ne s'est pas positionné sur l'état de sécheresse de l'eau potable ne connaissant pas son origine au moment de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de suivre l'évolution de l'état de sécheresse des zones de sécheresse associées aux deux catégories d'eau alimentant le site d'IMERYS PCC et fasse les déclarations attendues dès l'atteinte du niveau de gravité d'alerte renforcée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective